L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. — Rue des Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLES-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 AVRIL 1861.

G. F. WEISSE, E. DUVERGER — N. DUFOUR, S. MARRY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, SAMEDI MATIN 6 AVRIL.

☞ Voir la seconde page, pour :

Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial,
Le Marché aux Bestiaux,
Le Mouvement du Port,
Le Départ des Steamers et Bateaux.

Nouvelles diverses.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par N. Vignié, à la Bourse des Marchands et des Encanteurs (ancien édifice de la Poste)—Maison dans la rue Robertson. Ajourné—Une calèche et un domestique et maison.

Par C. E. Girardéy, au City Hotel—Trois belles résidences dans la rue des Remparts coin Toulouse.

Par C. E. Forstall, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Bayou, près Canal, Terrain dans la rue Canal. Aussi—Propriété sud-ouest des rues Conti et Dauphine (pour cause de départ): Aussi—Propriété rue St Philippe No 234, entre Villeré et Robertson; aussi—Section Vve Pierre Crocker). Aussi—Belle propriété au coin des rues Esplanade et Villeré, pour cause de départ.

Par D. E. Murphy, 47, Magasins—Chapeaux pour hommes et enfans, savon.

Par Placide J. Spear, à 10 heures et demie, à son magasin d'encan, rue des Chartres, No 74—Quincaillerie.

Par M. Barbett jar, à 10 heures, à son magasin d'encan, à l'enseigne St Louis et Chartres—Bijoux, marchandises sèches, cuillers, cigares d'Allemagne.

Par E. Rogers, 45 et 47 Vieille Levée—Chemisettes chemises, vêtements, &c. Aussi : Chapeaux de paille et autres.

Par Vincent & Co, à 10 heures, à son magasin d'encan rue de la Douane, No 28—Marchandises sèches.

Par Edward S Auder, au vieux Bassin—La goélette Jane, successeur Victor Chandelier.

Par le shériff, à 10 1/2 h. A. M., sur les lieux, le fonds d'une grocerie située à l'angle des rues Bienville et Marais. Aussi—Le terme restant de bail dessus lieux. A midi, au City Hotel, rue de la Commune, deux terrains sablonnés, de valeur, situés rue Maudeville, Sixe District, à deux quadrons de choix.

VENTES

A LA BOURSE DES NEGOCIANTS ET DES ENCANTEURS.

M. N. Vignié vendra ce jour aux enchères publiques à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—

Une excellente maison basse, briquettes rotre potaux, située au faubourg Tonté, rue Roberts à entre les rues de Philippe et Ursulines, à un très long crédit.

Plusieurs jacleres de nègres.

Six actions du Rail Road des Opelousas pour le compte de la succession de A. G. B-ll.

Une cabine en briques située à Pencolgnure Ouest des rues Dauphine et Toulouse, pour le compte de la succession de Vve L. H. Desforges.

Prolongation d'attente.

Depuis le temps de Fabius *cunctator*, le fameux général romain qui lasse la patience d'Annibal jusqu'à la vaincre, on cite dans l'histoire de bien rares exemples de temporisateurs heureux. M. Lincoln a-t-il l'ambition d'acquérir un renom de ce genre et de triompher de la crise en lassant la patience de ses adversaires? C'est ce qu'on pourrait supposer en voyant cette politique expectante d'accord avec la faiblesse du Président des Etats-Unis et conforme à l'esprit d'autre bien connu de son secrétaire d'Etat, M. Seward? Mais en calcul qui aurait pu réussir qui s'était simplement agi d'user quelques politiciens ou de lasser calmer une agitation temporaire et factice s'est trouvé complètement faux dans les circonstances graves où était plus ou le pays, et la tactique qui devait fonder ou mettre en désarroi les sécessionistes a tourné au détriment de l'administration républicaine, qui ne sait plus à quel saint se vouer pour se dégager des embarras inextricables qu'elle voit se multiplier autour d'elle.

Si M. Seward a compté perdre la sécession en tendant des pièges au gouvernement de Montgomery et en le minant par ses intrigues à l'étranger, il doit s'être aperçu qu'il a affaire à trop forte partie et que les membres du cabinet aussi bien que les trois commissaires envoyés à Washington ne sont pas des diplomates qui se laissent jouer aisément. Il voit arriver le moment où tout Etats confédérés vont être reconnus par les puissances étrangères et où la temporisation leur aura permis d'organiser leurs moyens de défense et de les mettre sur un tel pied que toute idée de réunion ne peut plus venir à la pensée d'hommes sensés. Le cri de guerre a cessé d'être prononcé et les alarmistes y ont substitué les mots de rupture et de guerre.

En séparation devient de jour en jour plus tranchée, parce que ses conséquences ressortent forcément de la pratique des relations quotidiennes entre les deux Confédérations, et les autorités fédérales des Etats-Unis sont obligées d'entrer de plus en plus dans la voie des concessions par la force même des choses. Le mise en vigueur du tarif du Sud n'a pas même son level d'entrée d'une difficulté, et la question de transit qui avait fait l'objet d'une réclamation a été résolu loyalement par le Sud à son satisfaction des intéressés. Au lieu d'accepter franchement la position, le gouvernement fédéral a voulu jouer un vilain tour au commerce intérieur en saisissant les navires expédiés des ports du Sud et il s'est trouvé qu'il frappait sur ses nationaux. Ne reconnaissant pas la sécession et ne voulant pas établir de lignes de douanes au de ports d'entrée sur les frontières, il a vu les marchandises importées pénétrer libres de droit dans l'Ouest grâce à la facilité du transit, et, comme on ne bouche pas longtemps contre son propre, il a cédé en rechignant à faire grâce aux droits à St Louis, Cairo, à Cincinnati &c. Mais le délai pendant lequel les marchandises de cette contrée ont goûté du fruit défendu va leur faire paraître d'autant plus lourd le joug du tarif Morrill, et les gens du Missouri et du Kentucky qui ont oublié un peu trop les liens qui les attachent au Sud, auront eu le mémoire rafraîchie toujours grâce à la temporisation.

Qu'arte donc, en définitive, gagné M. Lincoln a prolonger la crise? Il voulait conserver les Etats frontières et il les a amenés à souhaiter après une réunion avec les Etats Confédérés. Il tenait à maintenir l'Union, et pour suite de la rigueur du tarif les populations de cette région vont se demander pourquoi elles paieraient un tribut aux manufacturiers de l'Est. Il comptait intriguer auprès des cours étrangères pour empêcher la reconnaissance des Etats Confédérés, et le tarif prohibitif voté par son ami produit immédiatement en Angleterre et en France une réaction favorable au Sud. Les élections dans les Etats de l'Ouest prouvent que la désaffection gagne chaque jour du terrain, et, jusque dans le Connecticut, deux membres anti-républicains viennent d'être envoyés au Congrès.

Que restait à l'administration? L'appui fidèle des Etats de la Nouvelle-Angleterre, le concours de la fraction radicale du parti républicain!

Et ce dans de pareilles conditions que M. Lincoln peut songer à la guerre? Toute tentative de sa part pour commencer les hostilités serait un suicide, et les craintes que nous voyons exprimées par certains journaux nous paraissent puériles. Après tout le recrutement du homme aussi peu énergique que Lincoln ne se lance pas dans une entreprise hasardeuse. Avant de commencer les hostilités il faudrait qu'il parvînt à mettre ses conseillers d'accord et le secret ne saurait pas si bien gardé que nos commissaires à Washington ne puissent être informés d'un changement de résolution.

Maintenant, le Sud peut-il accepter la prolongation indéfinie d'un tel état de choses? La modération la plus sage a des termes. Si le Nord ne veut pas se décider à reconnaître notre indépendance, être à lui, mais nous ne pouvons permettre qu'il des garnisons étrangères gardent plus longtemps nos forts Sumter Pickens, et Jefferson, si souffrir et subir notre présence de forces canonnes, car cela constitue une menace à notre liberté et une atteinte à notre honneur.

Après avoir employé les voies diplomatiques le président Davis, s'est convaincu qu'il ne peut obtenir de solution par ce moyen, adressera sans doute, une demande péremptoire pour la restitution des forts et en cas de refus donnera l'ordre de l'attaquer. C'est en prévision de cette éventualité que les troupes de Mobile se concentrent à Pensacola et que l'encombre de poste reçoit des renforts. Mais avec, cependant, la ferme espérance qu'au dernier moment M. Lincoln reculera devant une guerre, dans laquelle il n'a ni profit ni honneur à gagner. Ce n'est pas un de ces conflits qui peuvent se terminer par une ou deux victoires, car le Sud n'abandonnerait la lutte qu'après que les sept Etats auraient été conquis et occupés, et cela est aussi impossible à M. Lincoln que d'envahir la lune. La prise des forts, en contrairre, mettrait fin aux hostilités et les républicains auraient le bonté d'attendre le résultat à l'abri du sang versé. Aussi ne pouvons-nous croire que les ministres de M. Lincoln, à moins qu'ils n'aient perdu le sens, l'engagent dans une guerre dont l'issue quelle qu'elle soit ne peut qu'être déplorable pour son administration.

BLOCUS DU FORT SUMTER.—Une dépêche particulière adressée au *Delta* et publiée dans son édition d'hier leur dit qu'un blocus rigoureux a été établi autour de fort Sumter et que toutes les communications ont été coupées afin de forcer le major Anderson à capituler. La bataille flottante mouillé doit mise en position.

Le gouverneur Pickens, lequelle on a tiré de l'île Morris situé de Sumter à Sumpmeds avec un chargement de poudre et avait rétabli le blocus de manière tout-à-fait complète. Il ne se sait pas qu'il y a pas eu d'autre chargement de disponible. La nouvelle n'ayant pas d'autre publication que celui des Etats-Unis n'a pas d'autre compagnie.

Nous donnons le sporulle de plusieurs deux jours ci-après.

PAYEZ ACCEPTÉ.—Le *Gazette de Bâton-Rouge* annonce que nous apprenons, en effet, de plus, le chargé de la Gendarmerie de Pavie Hélène a été chargé de l'exécution de l'ordre sur le pays de Bâton-Rouge. Le Gouverneur Pickens et le Gouverneur Moore ont été informés de la nouvelle et ont fait leur offre de leur concours.

Prélèvement d'un sabre d'honneur au capitaine F. W. de Gournay.—Une députation de la Militaire d'Artillerie d'Orléans, composée du major Théard et des officiers des compagnies s'est rendue hier soir à la salle des séances, rue de la Douane, pour offrir un sabre d'honneur à l'ex-adjudant-major de bataillon, F. W. de Gournay, qui vient d'être nommé capitaine de la compagnie d'artillerie du bataillon des Zouaves de la Louisiane. Notre excellent confrère et ami quitte la plume pour et l'épée emportera de nombreux regrets des témoignages d'estime et d'affection qu'il a reçus dans son service d'adjudant de la Militaire d'Artillerie d'Orléans, et dans lequelle est participé de nombreux amis des confrères de la presse et des frères d'armes. Nous regrettons de ne pouvoir relater ici dans les détails de cette fête de famille, dans laquelle on a entendu les paroles qu'a prononcées le capitaine Mioton, chargé de présenter au nom de bataillon d'Artillerie un sabre d'honneur à son ancien adjudant.

Mon ami F. F. De G....

J'ai été chargé par mes nombreux camarades d'armes pour être l'interprète de leurs sentiments et vous présenter, au nom du Bataillon d'Artillerie d'Orléans, un faible gage en souvenir de leur vive et sincère amitié.

Nous venons donc aujourd'hui, en présence de l'ancienne Militaire d'Orléans, et des compagnies F. F. De Gournay, de la Jeune Compagnie des Zouaves, et plus particulièrement le Peu-Bataillon du Bataillon d'Artillerie, et au nom des officiers, sous-officiers et soldats de notre bataillon, vous offrir ce gage que vous avez mérité et qui vous rappelle, seulement comme bien connaissant, mais surtout comme officier digne de toutes nos sympathies et de tous nos éloges, et enfin comme ami de nos cœurs, et de nos représentants de notre amitié, et de nos représentants de notre amitié, et de nos représentants de notre amitié